

Les enjeux de l'approvisionnement énergétique

Source: Martins, Veronica. Les enjeux de l'approvisionnement énergétique. CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_enjeux_de_l_approvisionnement_energetique-fr-42f83d38-86df-43c6-952b-26ec2846c5c7.html

Date de dernière mise à jour: 07/11/2016



Les enjeux de l'approvisionnement énergétique

La sécurité de l'approvisionnement énergétique a un impact conséquent sur la politique de défense de la France et du Royaume-Uni et leurs engagements envers l'UEO et l'OTAN. Malgré leur entrée dans le «club nucléaire» et la nécessité de garantir l'accès et la sécurité de l'approvisionnement et l'enrichissement de l'uranium pour le développement de leur capacité nucléaire, la dépendance des économies française et britannique à l'égard de l'approvisionnement en pétrole venant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et la concurrence stratégique inhérente à cet enjeu restent intenses tout au long de la guerre froide. En 1955, le ministre des Affaires étrangères britannique dresse un bilan révélateur des enjeux énergétiques pour le Royaume-Uni. Si le pays veut faire face à ses besoins d'essence pour les vingt prochaines années, il doit tripler ses importations. Celles-ci ont pour seule source le Moyen-Orient^[1]. Par ailleurs, le ministre constate également que le pays risque de «perdre», ou tout le moins de voir s'échapper le Moyen-Orient, compte tenu des efforts égyptiens, saoudiens et russes pour miner sa position dans la région.

La crise de Suez (de juillet 1956 à décembre 1956) est l'une des premières crises qui affecte lourdement les approvisionnements de pétrole vers le Royaume-Uni; la France est aussi touchée. L'appui de l'Union soviétique à l'Égypte permet au président égyptien Gamal Abdel Nasser de refuser l'aide de l'Europe occidentale^[2]. Contrariés, les États-Unis et le Royaume-Uni retirent leur offre de financement pour la construction d'un grand barrage à Assouan. En réaction, Nasser procède à la nationalisation du canal de Suez le 26 juillet 1956^[3].

Cette décision unilatérale menace la sécurité énergétique de la France et du Royaume, en plus des pertes en tant qu'actionnaires du canal de Suez. L'interruption des approvisionnements en pétrole par le canal de Suez et le pipeline syrien exige de détourner les pétroliers par le Cap, ce qui provoque une hausse du coût d'acheminement du pétrole jusqu'au Royaume-Uni. À cela s'ajoute aussi l'augmentation des taux de fret pétroliers. La réorientation des importations de pétrole depuis d'autres pays occidentaux n'est pas satisfaisante, puisque le prix du pétrole est proposé à un prix plus élevé^[4]. Malgré ce souci sécuritaire, Londres ne souhaite pas donner l'impression aux pays arabes que son intervention est mue essentiellement par la préservation de ses intérêts nationaux en matière de pétrole^[5].

Les Français, les Britanniques, rejoints par les Israéliens, envahissent l'Égypte pour reprendre le contrôle de ce passage maritime stratégique^[6]. L'expédition militaire est un échec diplomatique. Sous la pression des États-Unis, de l'Union soviétique et des Nations unies, les deux pays européens finissent par se retirer. Les derniers contingents militaires franco-britanniques quittent la région de Suez en décembre 1956.

Échec stratégique, ce conflit permet cependant à Paris et Londres de démontrer leur proximité, notamment dans les justifications qu'ils apportent à leurs homologues européens concernant leur intervention dans la région de Suez, lors des réunions du Conseil de l'UEO^[7]. Les autorités françaises comprennent aussi que, sans les États-Unis, le poids des deux pays n'est pas suffisant pour peser sérieusement sur les grands équilibres mondiaux. Dans ce contexte, Paris reconnaît que «la nécessité de faire l'Europe» est urgente, quoique cela ne soit pas jugé être une solution réalisable immédiatement^[8]. Le constat de l'avancée du communisme rend également urgente une meilleure coordination «des principales puissances en matière de pétrole pour éviter les surenchères entre elles et faire front contre des tentatives de nationalisation»^[9].

Entre 1954 et 1982, la question de l'approvisionnement en pétrole, indissociable de celle de la

stabilité de la région moyen-orientale et nord-africaine, reste présente tant dans les débats du Conseil que dans les travaux de l'Assemblée de l'UEO. Celle-ci émet diverses recommandations en soulignant l'importance de la stabilité de la Méditerranée et en appelant à des solutions énergétiques alternatives^[10]. Les gouvernements européens savent aussi utiliser l'UEO pour faire état de leurs préoccupations. En 1963, le gouvernement britannique fait état d'une étude selon laquelle, jusqu'en 1970, un tiers des fournitures en pétrole de l'Occident proviendrait du Moyen-Orient ; pour le Royaume-Uni, cette proportion s'élèverait à 40 %^[11]. Londres estime donc que les gouvernements européens doivent faire leur possible pour empêcher que le Moyen-Orient soit sous influence de puissances hostiles afin de sécuriser les sources d'approvisionnement et de prévenir les troubles qui pourraient perturber les livraisons^[12].

Pendant la guerre des Six jours, l'«arme pétrolière» n'a pas eu d'impact conséquent en termes d'approvisionnement, malgré un bref embargo contre le Royaume-Uni et les États-Unis^[13]. En revanche, la guerre du Kippour (6 au 25 octobre 1973), en provoquant le premier choc pétrolier, change la donne des politiques énergétiques en Europe. En solidarité envers l'Égypte et la Syrie, l'Arabie Saoudite et les autres membres arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décident, en premier lieu, de réduire leurs productions pétrolières de 5 % puis, d'imposer un embargo sur les exportations de pétrole vers les États-Unis, ainsi que vers les pays qui soutiennent Israël jusqu'à ce que ce dernier accepte un cessez-le-feu et se retire des territoires égyptien et syrien^[14]. L'embargo génère une crise énergétique mondiale^[15]. L'alignement des positions britanniques sur celles américaines et la proximité conséquente entre Londres et Tel Aviv (notamment depuis 1956 et l'intervention de Suez), n'exposent cependant pas directement le Royaume-Uni à l'embargo pétrolier, même si les effets de la crise pétrolière aggravent les tensions inflationnistes, qui atteignent dans le pays des taux de 20 % par an.

La France réoriente sa politique vers les États arabes en 1967, au détriment des relations avec Israël. Le président français Charles de Gaulle prend en effet conscience des limites de la capacité d'action de la France, alors même que Paris entend conserver ses positions dans la région^[16]. En effet, le pays présente une balance commerciale négative avec ses partenaires arabes, en particulier les fournisseurs de pétrole comme l'Algérie, l'Irak et la Libye. La réorientation de la politique étrangère française doit permettre de garantir les intérêts économiques nationaux^[17]. La crise qui éclate en 1970-1971 entre la France et l'Algérie concernant l'exploitation du sous-sol algérien par les sociétés françaises amène le président français Georges Pompidou à renforcer l'indépendance énergétique française à travers une plus grande diversification des sources d'approvisionnement, la recherche de sources d'énergie pour remplacer le pétrole et une coordination améliorée avec les puissances occidentales^[18]. En assumant une «troisième voie» et en choisissant de ne s'aligner avec aucun des blocs lors de la guerre de Kippour, la France ne fait pas non plus l'objet de l'embargo mis en place par l'OPEP en 1973-1974 et qui multiplie par quatre le prix du baril^[19].

Entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, il devient très clair pour les pays européens occidentaux que la politique de défense de l'Europe est étroitement liée à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Avec le second choc pétrolier, conséquence de la destitution du shah d'Iran et du déclenchement de la révolution iranienne, les prix du pétrole doublent et passent de 20 à 40 dollars^[20]. La hausse cumulée du prix du pétrole lors des deux chocs pétroliers n'est pas sans conséquence sur le taux de croissance de la France et du Royaume-Uni. Toutefois, l'impact du second choc est moins important pour le Royaume-Uni que pour la France ou d'autres pays occidentaux. Londres a commencé à exploiter des gisements en mer du Nord et le pays en exporte autant qu'il en importe^[21]. Pour la France, le solde de sa balance commerciale excédentaire pendant les années 1960 fléchit après le second choc pétrolier et affiche un déficit d'environ 2 % du PIB entre 1980 et

1982, témoignant d'un impact important du second choc pétrolier^[22]. Paris poursuit et accentue sa stratégie de diversification de son mix énergétique en pariant sur le développement de l'énergie nucléaire comme source alternative.

L'Assemblée de l'UEO prend acte de cette corrélation entre sécurité énergétique et politique étrangère, ainsi que de l'importance stratégique des voies maritimes pour transporter les hydrocarbures depuis le Moyen-Orient. Elle appelle à une politique énergétique européenne moins dépendante des importations de pétrole ainsi qu'à une diversification des sources d'énergie, y compris renouvelables, ce qui, selon elle, devient primordial^[23]. Néanmoins, au niveau du Conseil de l'UEO, les échanges entre les États membres sur les recommandations transmises par l'Assemblée montrent que la concertation s'établit dorénavant de plus en plus dans d'autres enceintes, notamment l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et la Communauté économique européenne. Le Conseil de l'UEO constitue un «simple» espace d'information.

En l'absence d'une politique énergétique commune, la compétition entre les pays européens en général et la France et le Royaume-Uni en particulier en matière d'approvisionnement énergétique demeure d'actualité. Au sein de l'UEO, Paris et Londres continuent d'appeler au renforcement et au maintien de la stabilité dans la région du Golfe persique et au Moyen-Orient afin de protéger les intérêts européens en matière énergétique^[24]. Cependant, les deux capitales cherchent avant tout à sauvegarder leurs intérêts et garantir leur approvisionnement énergétique en résolvant leur problème unilatéralement.

[1] À l'époque, les compagnies pétrolières britanniques possèdent des investissements estimés à £ 600 millions et en revendant le pétrole à l'étranger, elles gagnent suffisamment pour couvrir les coûts totaux des transactions de pétrole y compris les exportations. *The National Archives of the UK (TNA). Cabinet: Memoranda (CP and C Series). CP Series. 151-215. Record Type: Memorandum. Former Reference: CP (55) 152. Title: Middle East Oil. Author: Harold Macmillan. 14/10/1955, CAB 129/78/2, p. 1.*

[2] LITTLE, Douglas. *The Cold War in the Middle East: Suez Crisis to Camp David Accords*. LEFFLER, Melwyn and WESTAD, Odd Arne(eds). *The Cambridge History of the Cold War. Volume 2: Crises and Détente*. Cambridge: Cambridge University Press, 2012. p. 305-326.

[3] *Ibidem*

[4] Conclusions d'une réunion du Cabinet au 10 Downing Street: prix du pétrole et Canal de Suez (Londres, 1^{er} décembre 1956). The National Archives of the UK (TNA). Cabinet: Minutes (CM and CC Series). CM Series. Cabinet conclusions: 1-104 (1956 Jan 3– Dec 20); 1-4 (1957 jan. 3). Record Type: Conclusion. Former Reference: CM (56) 95. Attendees: R Butler; Salisbury; Kilmuir; G Lloyd-George; Home; W Monckton; D Sandys; D Heathcoat Amory; I Macleod; H Macmillan; S Lloyd; J Stuart; A Lennox-Boyd; A Head; P Thorneycroft; D Eccles; Selkirk; P Buchan-Hepburn; H Watkinson; C Hill; A Jones; E Heath; H Beeley. Agenda: 1. Economic Situation; 2. Oil Prices; 3. Suez Canal, CAB 128/30/319.

[5] Note du ministre britannique des Affaires étrangères sur le premier rapport intérimaire du groupe de travail concernant la protection des approvisionnements en pétrole du Moyen-Orient (Londres, 14 novembre 1955). The National Archives of the UK (TNA). Cabinet: Memoranda (CP and C Series). CP Series. 151-215. Record Type: Memorandum. Former Reference: CP (55) 172. Title: Middle East Oil. Author: Reading. 14/11/1955, CAB 129/78/22.

[6] Le canal de Suez est un ouvrage financé par la France et l'Égypte dont la part a été rachetée par le Royaume-Uni en 1876. Voir, notamment: LUCAS, Scott. *Britain and Suez. The lion's last roar*. Manchester and New York: Manchester University Press, 1996, Chronologie of events, p. 7-8.

[7] Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Compte rendu de la 58^e réunion du Conseil de l'UEO tenue le mardi

4 septembre 1956 à 10 heures 30. 10.09.1956. CR (56) 24. Exemple n° 67. 6 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Subjects dealt with by various WEU organs. Year: 1956. File 421.00. Volume 1/1; Council of the Western European Union. Extract from minutes of the 63rd meeting of WEU Council, 31 October 1956. VII. Questions diverses. CR (56) 29. p. 3. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Subjects dealt with by various WEU organs. Year: 1956. File 421.00. Volume 1/1; Council of the Western European Union. Extract from minutes of 64 meeting of WEU Council, held on 7 November 1956. I. Politique générale. CR (56) 30. p. 2. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Subjects dealt with by various WEU organs. Year: 1956. File 421.00. Volume 1/1.

[8] Note de la direction générale politique: Paris, 10 novembre 1956. Très secret. In Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents diplomatiques français. *Documents diplomatiques français: 1956, Tome III, 24 octobre-31 décembre*. Paris: Imprimerie nationale, 1990, numéro du document 158, p. 271-277. (p. 273)

[9] *Ibidem*, p. 277.

[10] Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *Recommandation n° 54 sur l'association de la Grande-Bretagne à la politique énergétique des Six (Paris, dixième séance, 30 novembre 1960)*. In *Actes officiels: Sixième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO, décembre 1960, p. 23; Assembly of Western European Union. *Recommendation 241 on oil and energy problems (Paris, ninth sitting, 20th November 1973)*. In *Proceedings: Nineteenth ordinary session, Second Part, Vol. IV, Minutes: Official Report of Debates*. Paris: Assembly of WEU, November 1973, p. 21-22; Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *Recommandation n° 363 sur l'énergie et la sécurité (Paris, quatorzième séance, 4 décembre 1980)*. In *Actes officiels: Vingt-sixième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO, décembre 1980, p. 60.

[11] La part de l'Afrique du Nord est réduite à 8 %. Le Koweït assume une importance particulière car il est le principal fournisseur du Royaume-Uni dans la région. Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Extrait du compte rendu de la 234^e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel à La Haye les 25 et 26 octobre 1963*. II. Consultation politique. CR (63) 20. Partie I, p. 8-10; 12-14, p. 25. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7; Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du secrétaire général. Pétrole provenant du Moyen-Orient*. Londres: 29.11.1963, C (63) 156, 3 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/06/1963-17/01/1964. File 131.0. Volume 1/2.

[12] *Extrait du compte rendu de la 234^e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel à La Haye les 25 et 26 octobre 1963*. *Op.Cit.* p. 25.

[13] L'embargo a duré deux mois et a été mis en place notamment par l'Arabie saoudite. KELLNER, Thierry et DJALILI, Mohammad-Reza. Au centre pétrolier du monde: le golfe Persique. *Outre-Terre*. [en ligne]. Vol. 1, n° 14. 1/2006, [consulté le 30 mars 2015], p. 341-375. Disponible sur: www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-1-page-341.htm.

[14] L'OPEP est une organisation intergouvernementale formée à Bagdad en 1960 pour lutter contre la baisse de prix en reprenant le contrôle des recettes dans les principaux pays producteurs de pétrole. Ses membres fondateurs sont l'Irak, le Kuwait, la Libye, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis plus l'Égypte, la Syrie et la Tunisie. CHAIGNE-LOUDIN, Anne-Lucie. Guerre du Kippour (6 octobre-16 octobre 1973). *Les clés du Moyen-Orient*. 9 mars 2010. [consulté le 24 mars 2015]. Disponible sur: <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Guerre-du-Kippour-6-octobre-16.html>; LITTLE, Douglas. The Cold War in the Middle East: Suez Crisis to Camp David Accords. *Op.Cit.* p. 320.

[15] *Ibidem*.

[16] La France a réorienté sa politique au Moyen-Orient après l'échec de Suez. Par ailleurs, de Gaulle reconnaît que l'occupation continue de l'Algérie empêche la France de jouer un rôle important sur la scène internationale et la signature des accords d'Évian a d'ailleurs permis une amélioration des relations franco-arabes. KUTHY, Daniel W. *Old Interests, New Purpose: French Foreign Policy in the Middle East*. In COVARRUBIAS, Jack et Lansford, Tom (éd.). *Strategic Interests in the Middle East. Opposition or support for US Foreign Policy*. Aldershot: Asgate, 2007, p. 27;

BROWN, C.L. and GORDON, M.S. *Franco-Arab Encounters: Studies in Memory of David C. Gordon*. Beirut: American University of Beirut, p. 12. In KUTHY, Daniel W. *Old Interests, New Purpose: French Foreign Policy in the Middle East*. Op.Cit. p. 28; KOŁODZIEJ, Edward. *French international policy under De Gaulle and Pompidou. The politics of grandeur*. Ithaca and London: Cornell University Press, 1974, p. 507.

[17] KOŁODZIEJ, Edward. *French international policy under De Gaulle and Pompidou. The politics of grandeur*. Op.Cit. p. 504.

[18] Le président Boumediène nationalise les réserves de pétrole et de gaz naturel en 1971. Sur cette crise, voir: FITTE, Albert. *La crise pétrolière franco-algérienne de 1970-1971*. In *Cahiers de la Méditerranée* [en ligne]. N° 4, Les hydrocarbures, migrations et accueil. 1972. [consulté le 31 mars 2015], p. 36-48.

[19] VAISSE, Maurice. *La Puissance ou l'influence? La France dans le monde depuis 1958*. Paris: Fayard, 2009.

[20] France. Ministère de l'Économie, de l'industrie et du numérique. *Les chocs pétroliers*. Disponible sur: <http://www.economie.gouv.fr/facileco/chocs-petroliers> [consulté le 22 mars 2015].

[21] NEAL, Larry. Impact of Europe. FLOUD, Roderick and JOHNSON, Paul. *The Cambridge Economic history of Modern Britain volume 3: Structural Change and Growth, 1939-2000*. Cambridge: Cambridge University Press, mars 2008, p. 267-295, spéc. p. 294.

[22] MAHIEU, Ronan. *Dossier: Avant et après les chocs pétroliers: l'économie française de 1949 à 2012*. Disponible sur: http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/HISTO14_b_D1_eco.pdf, p. 17.

[23] Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *Recommandation n° 253 sur une politique européenne d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire (Paris, troisième séance, 19 juin 1974)*. In *Actes officiels: Vingtième session ordinaire, Première Partie, Vol. II: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO, juin 1974, p. 37; Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *Recommandation n° 260 sur la crise de l'énergie et la sécurité européenne (Bonn, deuxième séance, 26 mai 1975)*. In *Actes officiels: Vingt et unième session ordinaire, Première Partie, Vol. II: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO, mai 1975, p. 26. Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *Recommandation n°363 sur l'énergie et la sécurité (Paris, quatorzième séance, 4 décembre 1980)*. In *Actes officiels: Vingt-sixième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO, décembre 1980, p. 60.

[24] Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du Secrétaire Général. Recommandation n° 241 sur le problème de l'énergie et du pétrole*. Londres: 19.02.1974, WPM (74) 8, 2 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux).<http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1973, 01/11/1973-05/05/1981. File 202.424.40. Volume 1/1; Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du Secrétaire général. Recommandation n° 254 sur la sécurité et la Méditerranée*. Londres: 20.11.1974, WPM (74) 28/1, exemplaire n° 49, 7 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1969, 01/01/1969-30/12/1974. File 202.413.999.01. Volume 1/1; Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du Secrétaire général. Recommandation n° 371 sur l'évolution de la situation dans la région du Golfe et la sécurité de l'Europe*. Londres: 22.09.1981, WPM (81) 23/1, 7 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux).<http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1981, 01/06/1981-29/04/1983. File 202.413.999.13. Volume 1/1; Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du Secrétaire Général. Recommandation n° 386 sur la situation au Moyen-Orient*. Londres: 15.11.1982, C (82) 121, 3 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux).<http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1981, 01/06/1981-29/04/1983. File 202.413.999.13 Volume 1/1.